

AG DES DÉLÉGUÉ.E.S **CGT** DU GROUPE EBRA **L'EXIGENCE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE**

Les syndicats FILPAC-CGT du groupe EBRA se sont réunis à Dijon le 15 janvier avec leur Fédération, pour faire le point sur le rapprochement des conventions collectives (PQR, PQD, PHR), sur l'évolution de la situation au sein du groupe de presse du Crédit Mutuel, sur la formation professionnelle et un point particulier sur l'impression dans la région Lorraine.

Sur le dernier point, un éclairage sur le communiqué fédéral a dû être apporté lors du débat avec les délégué.e.s des différents titres lorrains et alsaciens. Les délégué.e.s des titres du groupe de Presse du Crédit Mutuel ont rappelé leur engagement dans la modernisation et le développement de leurs outils d'impression en interne et qu'en aucun cas une mutualisation avec d'autres acteurs de l'imprimerie de Presse n'est envisageable.

De plus, ils ont rappelé que ces projets de modernisation n'ont pas pour objet le déplacement des charges de travail effectuées aujourd'hui dans les imprimeries décentralisées de presse quotidienne nationale (PQN), mais bien celui d'améliorer et de diversifier les produits délivrés aux lecteurs de la presse quotidienne régionale (PQR), dans un objectif de développement éditorial de chaque entreprise.

La Fédération tient à rappeler fermement que toute évolution dans les entreprises doit se faire avec le maintien de l'emploi des salariés dans leurs entreprises.

Cette première réunion de l'année a fait un état des lieux précis des négociations sociales dans chacune des structures du groupe EBRA ainsi qu'un point sur les plans de départs volontaires et de licenciements en cours.

L'accélération de la mise en place du « Digital First » s'accompagne pour certains titres d'une baisse de pagination et de regroupements d'éditions organisés par les directions alors même que les retours de l'investissement sur le numérique ne sont pas suffisants. Toutes et

Les délégué.e.s des titres du groupe de presse du Crédit Mutuel ont rappelé leur engagement dans la modernisation et le développement de leurs outils d'impression en interne et qu'en aucun cas une mutualisation avec d'autres acteurs de l'imprimerie de presse n'est envisageable.

AG DES DÉLÉGUÉ.E.S CGT DU GROUPE EBRA L'EXIGENCE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

tous rappellent dans leurs interventions que le support papier représente plus des 2/3 du chiffre d'affaires des journaux, donc une ressource indispensable aux comptes d'exploitation des entreprises.

Seules les économies liées aux suppressions d'emplois apportent le cash et habillent la « mariée » auprès de l'actionnaire pour tenter de justifier d'une stratégie des plus hasardeuses. Dans la plupart des titres, les négociations sur les augmentations de salaire relèvent de la gageure tant l'attitude des directions est méprisante.

Le Crédit Mutuel a injecté dans les comptes de ses journaux près de 300 millions d'euros cette dernière année sous forme de recapitalisation ou de suppression de dettes. Dans quel but ?

Les délégué.e.s espèrent y voir un assainissement de la situation comptable de chaque entreprise permettant de sortir de la spirale vicieuse des stratégies de réduction des emplois, pour s'orienter enfin sur des investissements favorisant le développement de leurs titres.

Car sur la même période, ce sont 450 salariés qui ont été concernés par un PSE ou un PDV mis en application sur 2 ou 3 ans... avec

Plus que jamais, la presse régionale et locale confirme son utilité sociétale. Alors même que certains territoires sont vidés de leur service public, cette forme de presse permet de conserver le lien social entre citoyens.

en contrepartie 120 embauches chez les journalistes pour les 4/5. Au regard de l'énormité des sommes engagées dans cette opération financière, le budget des investissements industriels nécessaires en matériel neufs doit être conséquent pour permettre une offre de diversification indispensable !

Toutefois, la stratégie de diversification de l'offre, telle que Ebra Events ou encore Ebra Services, ne peut s'effectuer au détriment des statuts et des conventions de celles et ceux qui les intégreraient. Rien n'autorise la direction du groupe EBRA à liquider les acquis conventionnels des salariés sous statut presse en les obligeant à basculer dans ces nouvelles structures au profit d'une convention collective moins-disante, celle de Syntec !

Plus que jamais, la presse régionale et locale confirme son utilité sociétale. Alors même que certains territoires sont vidés de leur service public, cette forme de presse permet de conserver le lien social entre citoyens. L'information n'est pas la communication. Elle nécessite d'être vérifiée et analysée par celles et ceux qui la produisent.

Les exigences citoyennes en matière de qualité d'information n'ont jamais été aussi importantes. La direction du Crédit Mutuel en tant que propriétaire du plus grand groupe de presse en France est responsable de cette qualité et doit se porter garante et à la hauteur de telles attentes.

Les délégué.e.s des syndicats Filpac-Cgt du groupe EBRA restent plus que jamais vigilants sur ces points. En coordination permanente, ils continuent de défendre collectivement les intérêts de chaque titre, de chaque salarié, que ce soit en matière d'emploi, de GPEC, de négociations salariales, de défense de l'outil industriel, etc. avec l'appui et l'expertise pointue de leur fédération. •